

Grèce : Avec le KKE pour l'avenir socialiste vers le communisme !

L'oligarchie financière grecque, appuyée par l'Union Européenne, a lancé une offensive de grande envergure contre les travailleurs et le peuple : réduction des salaires et des retraites, licenciements, destruction des services publics et nationalisés, ruine des artisans, des paysans, chômage de masse, dans la jeunesse en particulier, destruction de l'enseignement, de la santé publique, de la culture, augmentation des impôts... Pour reprendre le vers de La Fontaine : « Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés », tous sauf... le capital monopoliste. Plus de vingt grèves générales en deux ans à l'initiative de PAME témoignent de la mobilisation spectaculaire des masses populaires derrière la classe ouvrière.

Les élections législatives du 6 mai et du 17 juin se sont tenues dans un climat de colère mais aussi de désespoir : alors que la Grèce avait le taux de suicides le plus bas de l'UE, elle se retrouve aujourd'hui à la première place!

Une redistribution des cartes...

Le 6 mai, le cadre politique imposé par l'impérialisme grec et international en 1974 explose : alors que PASOK (social-démocratie) et ND (Nouvelle Démocratie) contrôlaient la vie politique, ces deux partis se sont effondrés : moins 30,8% pour le premier (-119 sièges et perte de près de 2,2 millions de voix), moins 14% pour le second (perte de 1,1 millions de voix et +17 sièges !). On remarque les beautés de ce que les monopoles et leurs affidés osent appeler la démocratie : la ND avec de telles pertes... gagnait 17 sièges. C'est qu'en Grèce, le parti arrivé en tête a un « bonus » de 50 sièges. Pour éviter l'instabilité ministérielle ! Eh bien c'est raté, les deux partis, malgré cette « magouille », se sont trouvés dans l'impossibilité de mettre sur pied une coalition majoritaire. La coalition éclectique SYRISA, prétendant être la « gauche radicale » et regroupant l'essentiel des courants opportunistes (maoïstes, trotskistes, révisionnistes et antisoviétiques et une partie des cadres du PASOK), membre du Parti de la Gauche Européenne comme le PCF et le Parti de gauche, obtenait 16,8% des voix se plaçant en deuxième position. La Gauche Démocratique, coalition tout aussi opportuniste que la précédente, obtenait 6,1%, les néonazis 7 % au détriment du LAOS qui s'effondrait pour avoir parrainé les politiques d'austérité. Une scission du Parti ND obtenait 10 %. Nos camarades du KKE avec 8,5% des voix gagnaient 1% et cinq sièges, ce qui était leur meilleur score depuis 1985. Soulignons que depuis 2004, ils avaient progressé à toutes les élections, que dans les circonscriptions populaires et prolétariennes ils faisaient le double de leur pourcentage général et que, pour la première fois, ils arrivaient en première position dans une circonscription.

La situation entraînait de nouvelles élections le 17 juin aucune majorité n'étant possible.

...mais pour le même jeu!

La modification du cadre politique qui existait ne modifiait pas sur le fond, la situation. En réalité, c'est une réorganisation de ce cadre sous l'égide de la bourgeoisie qui s'est produit: de ND à SYRISA en passant par le PASOK, ainsi que pour leurs dissidents, tous se présentaient comme les partis de la « voie à sens unique de l'Union Européenne », et se prononçaient pour le maintien dans l'OTAN. SYRISA, pour lequel le PCF appelait à un meeting de solidarité, le 21 mai à Paris, réaffirmait, comme ses émules parisiens, qu'il ne s'agissait pas de quitter l'UE ; il proposait de transformer la Banque Centrale Européenne refusant, de fait, toute

rupture avec le capitalisme. Se prononçant avec « véhémence » contre le mémorandum de la troïka (UE, FMI et BCE), SYRISA, changeait de position pour les élections du 17 juin: alors qu'il demandait jusque là l'annulation du mémorandum, il se ralliait à la renégociation, ne remettant à aucun moment en cause les mesures antipopulaires draconiennes prises **avant** ledit mémorandum, réclamant un audit pour trier ce qui serait légitime de ce qui ne le serait pas dans la dette que le Capital monopoliste grecque veut faire payer au peuple! Capital d'ailleurs dédouané de sa responsabilité pour la politique d'austérité criminelle, puisqu'attribuée à la seule troïka et à la politique « Merkozy », alors qu'il en est partie prenante. SYRISA ne remet d'ailleurs pas plus en cause la propriété privée des moyens de production et d'échange, cultivant l'illusion qu'un meilleur partage des richesses et une fiscalité plus juste pourraient sortir la Grèce de la crise, surtout si l'UE, grâce à Hollande et ses amis, se montrait plus compréhensive, et pratiquait une politique de relance de la croissance ! Mais au service de qui ? La Grèce a connu une forte croissance dans les trente dernières années : cela a-t-il empêché que la crise du capitalisme éclate et ravage les vies des travailleurs et de leurs familles ?

On notera que si SYRISA demande la dissolution de l'OTAN, elle se garde bien de réclamer la sortie unilatérale de la Grèce de cette Sainte Alliance impérialiste¹ qui derrière les USA structure militairement l'Union européenne. En réalité, SYRISA n'est rien d'autre qu'un nouvel avatar de la social-démocratie ! Ses positions foncièrement anticommunistes en témoignent, mais aussi sa complicité active avec les syndicalistes jaunes contre le mouvement syndical de classe PAME, ou son attitude pendant les élections municipales de 2010, où ces partisans de « l'union de la gauche » ont fait cause commune avec le PASOK et la ND pour empêcher (à quelques dizaines de voix) un candidat du KKE de l'emporter ! Et comme il est avoué dans un article sur internet du Monde Diplomatique du 8 mai 2012, SYRISA poursuit le « vœu cher à tous les Grecs de gauche : faire implorer le PC pour le reformer sur de nouvelles bases et donner à la gauche grecque sa juste position dans la société. » Voilà qui est clair, et fait tomber les masques du Front de Gauche qui soutient SYRISA, et souligne le rôle du président du Parti de la Gauche Européenne, Pierre Laurent et du candidat Mélenchon, dans la tentative de recomposition politique de la social-démocratie européenne. Le président du patronat local a donc pu, sans une once d'inquiétude, se prononcer pour une participation de SYRISA au gouvernement. Et les médias grecs ont mis en avant ce groupe pour les élections du 17 juin, de manière à « colmater » la brèche laissée par le PASOK (qui a continué sa dégringolade tandis que nombre de ses cadres et structure ont rallié SYRISA). Apparaissant comme un moindre mal, tout en n'étant pas avare de phrases radicales SYRISA devait obtenir 27% des voix le 17 juin. Il était battu d'une courte tête par le ND (29,5% lui permettant de rafler le bonus de 50 députés)

L'alternative ? C'est la lutte contre le capitalisme, pour le socialisme.

Les communistes ont été les seuls à poser la question d'une alternative politique révolutionnaire. Ils ont souligné le caractère de la crise qui n'est ni une crise de la dette, ni une crise financière en soi. C'est une crise du système capitaliste liée au fondement même de ce mode de production. Elle est l'expression de la suraccumulation du Capital, entraînant la baisse du taux de profit, et de la contradiction entre le caractère social de la production et son appropriation privée. Il n'y a donc pas d'alternative possible sans lutte générale contre le capitalisme. Il ne s'agissait pas pour le KKE d'aller au gouvernement pour « gérer autrement » ! L'objectif, c'est de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, pas de changer de

¹ Pour ceux qui seraient sceptiques, reportez-vous à l'article « Pas nostalgique, Gyzy ! »

gouvernement. Cela passe par une opposition frontale et sans concession à la politique mise en œuvre par l'oligarchie financière grecque, à son État impérialiste, à l'Union Européenne et à l'OTAN indissociablement liés pour le maintien du système capitaliste. Cette bataille, c'est celle pour le pouvoir populaire de la classe ouvrière, pour le socialisme, pour la propriété sociale des moyens de production et d'échange et la planification ! Ceux qui de fait constituent l'aile « gauche » du capitalisme (SYRISA, Front de gauche) peuvent toujours ricaner en parlant du « sectarisme » du KKE : les communistes ne jugent pas leur influence à la seule échelle électorale, mais à leur capacité de mobiliser les masses et à la manière dont celles-ci s'emparent de leurs mots d'ordre. Certes le 17 juin, le KKE a subi un revers électoral perdant quelque 40% de ses voix en trois semaines et ne conservant que 12 députés. C'est évidemment négatif pour la mobilisation des masses, et la question est belle et bien posée de savoir si la mobilisation des travailleurs va non seulement se maintenir mais s'amplifier dans les mois qui viennent. Les nouvelles injonctions de l'UE, du FMI et des gouvernements laissent peu le choix, d'autant que le patronat compte en profiter comme en témoigne la répression anti-syndicale aux usines Greek Steeworks d'Athènes où les travailleurs viennent de décider, après 9 mois de grève, de changer de forme de lutte. Aujourd'hui les patrons, dans un pays où le chômage touche près de 25% des travailleurs, réclament une semaine de travail de 6 jours au lieu de 5 ! Et la demande de renégociation du gouvernement ND/PASOK/Gauche Démocratique a été balayé d'un revers de la main (ce qui souligne le caractère illusoire des propositions de SYRISA!).

Les militants du KKE, les sympathisants, ont discuté du résultat et fait le bilan de leur campagne. Ils relèvent que le succès relatif du 6 mai ne peut camoufler que, dans les grands centres urbains, une fraction de l'électorat communiste s'était déplacée vers SYRISA, phénomène qui s'est largement amplifié le 17 juin. En fait le 6 mai le déplacement avait été camouflé par un déplacement d'électeurs du PASOK et de ND. La campagne a été marquée par un violent anticommunisme, mais aussi par une campagne de chantage sur un possible retour à la drachme par expulsion de la zone euro, tandis que SYRISA était présentée comme un possible gagnant aux élections. Confrontés à la misère et à la ruine, une partie des travailleurs a cru qu'un gouvernement "de gauche" pourrait obtenir quelques changements. Dans le même temps le comité Central a considéré "qu'il existe une déficience grave dans le travail du parti dans sa sphère d'influence, chez les amis et les membres du parti, quand à la diffusion de nos positions sur le caractère des élections pour le Parlement et l'élection d'un gouvernement dans le cadre du système. Cela n'entre pas en contradiction avec la nécessité de renforcer aussi le KKE dans le parlement bourgeois, comme force d'opposition ouvrière et populaire, mais les élections ne sauraient être considérées comme la bataille la plus importante, séparée du niveau de développement de la lutte des classes."

D'autre part il a été souligné que les luttes qui ont eu lieu depuis l'éclatement de la crise, malgré leur caractère exemplaire (trente grèves générales, des centaines de milliers de manifestants, des formes de lutte diversifiées - sit-in, refus de payer l'impôt, les augmentations d'électricité ...), n'ont pas conduit à la compréhension du caractère de la crise, ni à l'idée que pour sortir de la crise il fallait rompre avec l'Union européenne, annuler unilatéralement la dette, et fondamentalement changer le rapport des forces. En particulier les travailleurs n'ont pas fait leur l'idée qu'il faut la socialisation des grands moyens de production et d'échange. Le nombre de syndiqués et d'organisations syndicales n'ont pas crû au niveau des nécessités. De la même manière il n'y a pas eu de surgissement d'un vaste mouvement de jeunesse ni de croissance et d'élargissement des organisations spécifiques des femmes. En fait l'effondrement du PASOK et de ND a plus été une condamnation de leur gestion qu'une prise de conscience du caractère de classe de leur politique.

Evidemment le courant réformiste et opportuniste a joué son rôle, en particulier parmi les travailleurs qui jusqu'ici avait un emploi garanti et un salaire relativement acceptable, mais aussi dans le secteur privé où la classe ouvrière a connu une augmentation considérable de la pauvreté relative et absolue et un chômage et une insécurité à grande échelle, générant des illusions sur le moindre mal, sur des solutions partielles, d'autant que l'ampleur des mobilisations n'a pu empêcher l'adoption des mesures barbares. En même temps le comité central du KKE a procédé à une évaluation critique de son activité.

Une défaite électorale n'est cependant qu'une défaite électorale! Le KKE a lutté à contre-courant, et son potentiel militant reste sur pied ainsi que ces liens avec les masses. Il est significatif que les élections étudiantes qui ont eu lieu le 16 mai (en pleine crise d'hystérie anticommuniste sur le thème de l'Union de la gauche) aient vu les listes soutenues par la Jeunesse communiste obtenir 16% dans les instituts polytechniques et 14% dans les universités, quand celles de SYRISA n'ont obtenu que 2,3 et 6,9% ! Pour une coalition dont on nous répète qu'elle a le soutien de la jeunesse, c'est un peu maigre! Le 9 septembre, à l'appel de PAME, des manifestations ont eu lieu à Salonique contre les nouvelles mesures anti-sociales du gouvernement. Pour la première fois 3000 policiers ont manifesté dans la matinée pour exprimer leur solidarité avec le peuple. Et le 26 septembre une puissante grève générale a eu lieu, ou PAME, au témoignage de tous, a montré qu'il est de loin la force syndicale principale du pays. La coalition gouvernementale semble particulièrement instable, tandis que les sondages indiquent un recul de l'influence des trois partis gouvernementaux comme de SYRISA. La lutte des classes en Grèce, comme ailleurs, est appelée à s'aiguiser. La classe ouvrière et le peuple grecs ont plus que jamais besoin d'un parti révolutionnaire, le Parti Communiste, pas d'un parti de gauche du système capitaliste pour l'aménager. Ce parti, le KKE, a une histoire particulièrement riche, il a toujours su surmonter ses difficultés, et affronter l'adversité. Et il a le soutien et la solidarité internationaliste prolétarienne de tous les révolutionnaires du monde.